



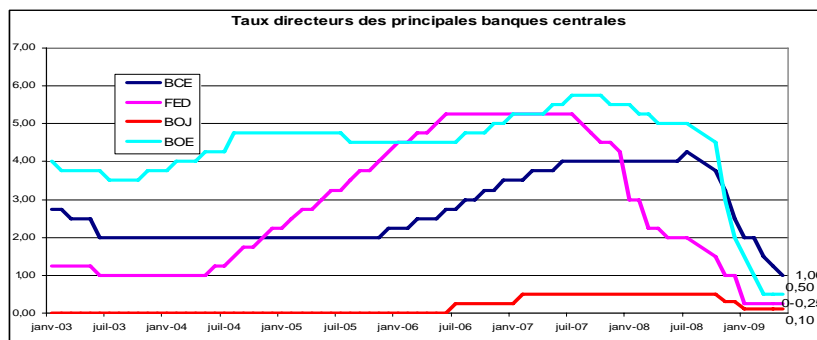
Janvier 2010

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La FED maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 16 décembre 2009 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. En novembre 2009, les dépenses de consommation des ménages américains sont en hausse de 0,5 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation mesurés en novembre ont progressé de 0,4 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport à octobre. Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu 85 000 emplois en décembre 2009. Le taux de chômage reste stable à 10 %.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France...

En France métropolitaine, à fin novembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 630 400, soit une hausse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,1 % (+ 3 100 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 22,1 % (+ 28,3% pour les hommes et + 15,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 22,8 %.

... et du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en novembre 2009 contre 9,9 % en octobre. Il était de 8 % en novembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en novembre 2009. Il était de 7,5 % en novembre 2008.

Inflation

Moindre progression de l'inflation en France que dans la zone euro

En novembre 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois ; sur un an, il croît de 0,4 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,7 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 0,9 % en décembre 2009. En novembre, le taux était de 0,5 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire dans un contexte de poursuite de la déflation

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 décembre 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En novembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,6 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,7 % sur un an en novembre pour le neuvième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,2% en glissement annuel. Le taux de

Forte progression des importations chinoises

chômage est estimé à 5,2% contre 5,1 % en octobre. En novembre 2009, les exportations japonaises ont baissé de 6,2 %, les importations ont reculé de 16,8 % et l'excédent commercial a atteint 2,83 milliards d'euros.

En novembre 2009, la production industrielle de la Chine a augmenté de 19,2 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 0,5 % en novembre sur un an. Les importations chinoises ont augmenté de 26,7 % en glissement et les exportations ont reculé de 1,2 % sur un an.

Réglementation bancaire

Régulation du système financier

Mme Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, a présenté au Conseil des ministres du 16 décembre 2009 un projet de loi de la régulation bancaire et financière. Préparé à la demande du Président de la République, ce projet vise à mettre en œuvre les décisions du G20 de Pittsburgh au niveau national.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2165.pdf>

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La Commission bancaire et la cellule Tracfin (Traitement du renseignement et actions contre les circuits financiers clandestins) ont publié les lignes directrices conjointes sur la déclaration de soupçon. Ces lignes directrices expliquent les textes en vigueur sur la déclaration de soupçon ainsi que les attentes de la cellule et du superviseur dans ce domaine. Elles tiennent compte de l'extension du champ déclaratif, notamment de l'intégration de la fraude fiscale instaurée par l'ordonnance du 30 janvier 2009.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/telechar/supervi_banc/20091215-lignes-directrices-conjointes-commission-bancaire-et-tracfin.pdf

Autorité de contrôle prudentiel

L'ordonnance portant sur la création d'une nouvelle autorité de contrôle prudentiel (ACP) est actuellement examinée en Conseil d'Etat, pour être présentée en Conseil des ministres, le 20 janvier. La publication du texte et des décrets d'application devrait permettre une entrée en vigueur aux alentours du 15 février. L'ACP regroupera les quatre superviseurs actuels : Commission bancaire, Comité des Etablissements de crédit et des entreprises d'investissements (CECEI), Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) et Comité des entreprises d'assurance (CEA). Elle sera composée d'un collège de seize membres présidé par le gouverneur de la Banque de France (président de la Commission bancaire) et doté d'un vice-président issu du monde de l'assurance.

Publication au Journal Officiel de la République

L'ordonnance n° 2010-11 du 7 janvier 2010 portant extension et adaptation de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publiée au Journal Officiel de la République du 8 janvier 2010.

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire dans un contexte de poursuite de la déflation

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 décembre 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En novembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,6 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,7 % sur un an en novembre pour le neuvième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,2% en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2% contre 5,1 % en octobre. En novembre 2009, les exportations japonaises ont baissé de 6,2 %, les importations ont reculé de 16,8 % et l'excédent commercial a atteint 2,83 milliards d'euros.

Chine

Forte progression des importations chinoises

En novembre 2009, la production industrielle de la Chine a augmenté de 19,2 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 0,5 % en novembre sur un an. Les importations chinoises ont augmenté de 26,7 % en glissement et les exportations ont reculé de 1,2 % sur un an.

Australie

L'économie australienne a continué de croître

La croissance de l'économie australienne s'est poursuivie au troisième trimestre au rythme de +0,2 %, après +0,6 % au trimestre précédent. Cette progression s'explique par les hausses des dépenses des ménages de 0,7 % et de l'investissement public de 6,2 %, l'investissement privé et les exportations nettes étant en revanche orientés à la baisse. Par secteur d'activité, l'industrie et le bâtiment ont été les moteurs de la croissance.

Nouvelle-Zélande

L'activité et le chômage progressent au 3^e trimestre

Au 3^e trimestre 2009, l'activité économique de la Nouvelle-Zélande ressort en augmentation pour le second trimestre consécutif (+0,2 % par rapport au trimestre précédent), néanmoins, en cumulé, elle reste en recul de 2,2 % sur un an. La reprise observée demeure cependant fragile et dépendante de l'évolution de la conjoncture internationale. Dans le même temps, le taux de chômage s'est établi à 6,5 % en hausse de 2,2 points sur un an tandis que l'indice des prix à la consommation progressait de 1,7 %.

Corée du Sud

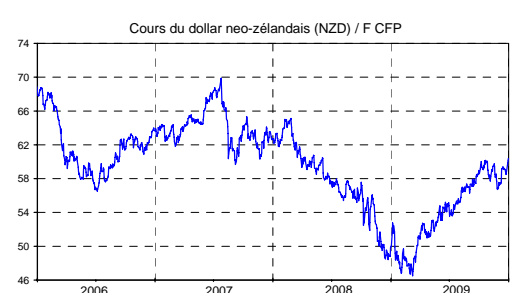
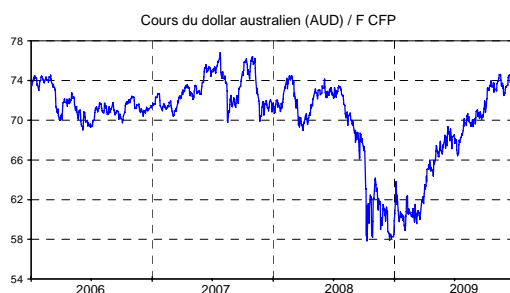
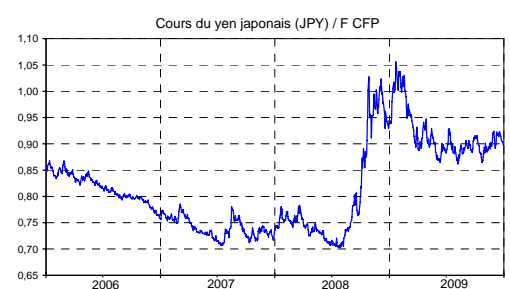
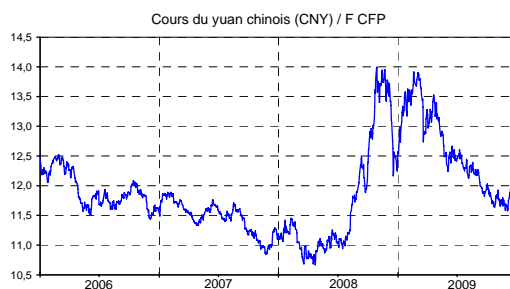
Les politiques de soutien à l'économie se poursuivent

La banque centrale sud-coréenne a décidé de maintenir pour le onzième mois consécutif son principal taux directeur au niveau historiquement bas de 2 %, des incertitudes pesant encore, selon elle, sur la reprise économique. Pour la première fois depuis un an, la croissance redevient positive en glissement annuel s'établissant à 0,6 % au 3^e trimestre et atteint le niveau record de 2,9 % en variation trimestriel, soit la plus forte croissance depuis sept ans. Néanmoins, un ralentissement de la croissance au 4^e trimestre est attendu du fait notamment, de l'essoufflement des effets du plan de relance du gouvernement sud-coréen.

Parité des monnaies

Nette hausse du yuan et poursuite de la stabilisation du yen

Stabilisation du dollar australien tandis que le dollar néo-zélandais est reparti à la hausse



3 – Brèves économiques locales

Vote de la loi sur l'emploi local

Le 30 décembre dernier, la loi sur l'emploi local, prévue par l'accord de Nouméa, a été adoptée à une large majorité, au Congrès, sans les voix des élus du Parti travailliste et du groupe FLNKS. Ce dernier a depuis demandé une seconde lecture du texte, comme l'autorise l'article 103 de la loi organique.

Augmentation du SMG

Le Congrès a voté, le 30 décembre dernier, la loi de pays portant le salaire minimum garanti (SMG) à 132 000 francs CFP à compter du 1^{er} février contre 125 464 francs précédemment. Cette hausse s'inscrit dans le cadre de la politique d'amélioration du pouvoir d'achat menée par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, incluant notamment, l'encadrement des marges sur les produits de première nécessité, la loi anti trust, ou encore la revalorisation du minimum vieillesse. Concernant la revalorisation des bas salaires, l'objectif est d'augmenter progressivement le SMG pour atteindre les 150 000 francs au 1^{er} janvier 2012. Dans le même temps, le salaire minimum agricole garanti (SMAG) devrait passer de 112 200 francs à 127 500 francs.

Signature du nouveau contrat pour la collecte des ordures ménagères

Au cours de la première semaine de l'année, les représentants de la ville de Nouméa et des entreprises Polo Green et Star Pacifique ont signé le nouveau contrat de propreté urbaine de la capitale, permettant ainsi un retour à une fréquence normale de la collecte des ordures ménagères.

Généralisation de la commercialisation du Livret A

Le décret 2009-1561 du 14 décembre 2009, autorise depuis le 1^{er} janvier 2010 les banques de Polynésie française, Wallis-et-futuna et Nouvelle-Calédonie à commercialiser le Livret A. Jusqu'à cette date, la commercialisation de ce produit d'épargne était réservée à l'Office des Postes et Télécommunication (OPT) et la Caisse d'Epargne. Le Livret A dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique est rémunéré au taux de 1,25 % et son plafond fixé à 1 825 776 de francs CFP.

Forte hausse des prix du tabac

Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a, lors de sa séance du 24 décembre révisé à la hausse la fiscalité appliquée au tabac, en application de la délibération du Congrès n°42 du 21 décembre 2009. Les nouveaux prix sont entrés en vigueur le 26 décembre 2009 et se traduisent par une hausse moyenne de 25 %.

Grève des pompiers de l'aéroport de Tontouta

Le mouvement de grève commencé le 30 novembre par les sapeurs-pompiers de l'aéroport de Tontouta s'est terminé le 10 décembre. Ils souhaitaient que les mesures induites par la réforme de leur statut soient rétroactives à fin 2008. Celles-ci concernent notamment la mise en place d'une nouvelle grille de rémunération. Un nouveau statut des pompiers de l'aviation civile a été finalement voté par le Congrès le 9 décembre (délibération n°35 du 9 décembre 2009 JONC n°8405). Il a été rendu applicable le 1^{er} octobre 2009. La mise en place d'un service minimum, puis la réquisition des pompiers par le Haut-Commissariat a permis de limiter les perturbations sur le trafic aérien international.

Adoption des budgets primitifs 2010

En milliards de F CFP	Budget propre	Variation 10/09
Nouvelle-Calédonie	44,5	-1,3%
Province Sud	52	0,5%
Province Nord	27,1	4,6%

Emplois		Ressources			
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Dotations Etat	Dotations NC	Recettes fiscales	Autres
34,8	9,8	0,9	-	27,4	16,2
41	11	8,4	30,7	4,7	8,2
22,2	4,9	4,8	19,7	0,2	2,4

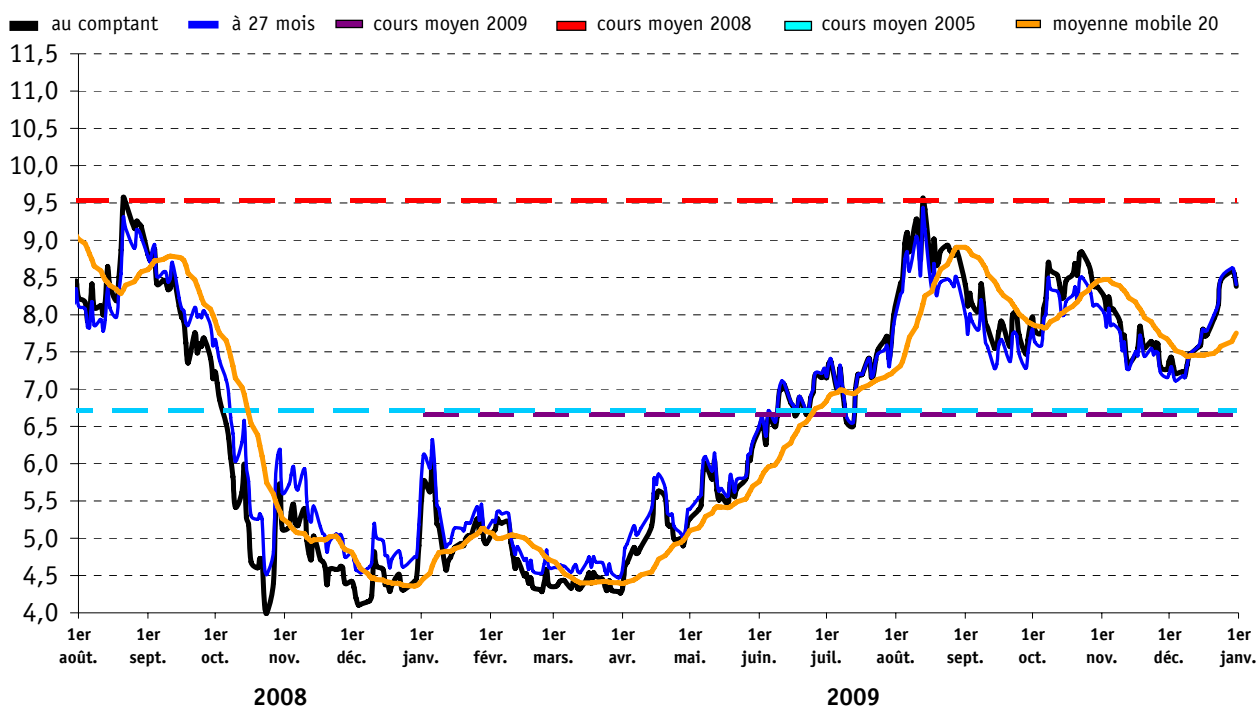
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			déc.-09	132,3	0,5%	0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi			nov.-09	6 330	-11,1%	10,5%
Commerce extérieur - Millions de F CFP						
Exportations	mensuelles	oct.-09	6 975	1,8%	-14,1%	
	cumulées	oct.-09	65 557	-	-29,5%	
Importations	mensuelles	oct.-09	20 357	15,1%	-17,2%	
	cumulées	oct.-09	181 350	-	-17,1%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			déc.-09	7,74	0,4%	76,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			déc.-09	633,08	2,7%	62,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-09	416	31,4%	43,8%	
	cumulées	oct.-09	2 671	-	17,2%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	oct.-09	3 340	-17,5%	-20,1%	
	cumulées	oct.-09	42 819	-	1,0%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-09	8 287	-9,2%	-20,1%	
	cumulés	nov.-09	90 198	-	-3,0%	
• Nuitées	mensuels	oct.-09	42 131	-9,0%	-24,0%	
	cumulés	oct.-09	474 036	-	-6,3%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-09	64,40%	+ 5,5 pts	- 5,7 pts	
• Croisiéristes	cumulés	nov.-09	146 194	-	2,8%	
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	10 416	-7,4%	-7,9%	
	cumulées	déc.-09	138 661	-	-0,6%	
• Index BT 21 (p)		nov.-09	129,16	-0,8%	-4,7%	
• IRL		nov.-09	108,75	-0,2%	1,5%	
CREVETTES						
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-09	0	-100,0%	-100,0%	
	cumulées	nov.-09	1 079	-	-14,2%	
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-09	0	-100,0%	-100,0%	
	cumulées	nov.-09	1 317	-	-14,6%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-09	511	-25,4%	ns(*)	
	cumulées	nov.-09	6 545	-	-3,9%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

(*) forte hausse non significative due au niveau particulièrement bas des immatriculations au mois de novembre 2008 consécutif à un mouvement social

Évolution des cours du nickel au LME (\$/lb)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

Léger ralentissement de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-07	nov.-08	nov.-09	var 08/07	var 09/08
Circulation fiduciaire	11 980	12 612	13 462	5,3%	6,7%
Dépôts à vue	164 213	171 570	185 078	4,5%	7,9%
Total M1	176 193	184 182	198 540	4,5%	7,8%
M2-M1	66 619	71 902	87 506	7,9%	21,7%
Total M3	372 584	401 441	427 559	7,7%	6,5%

Concours de caractère bancaire

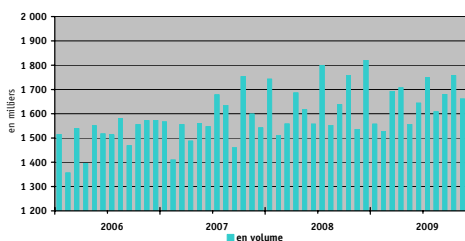
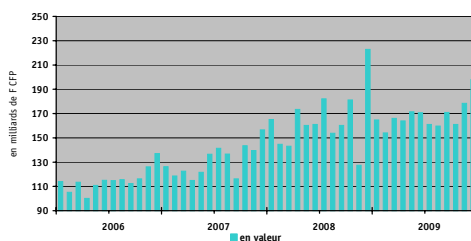
Confirmation du ralentissement de la croissance des encours, mais portefeuille toujours sain

en millions de F CFP	sept.-07	sept.-08	sept.-09	var 08/07	var 09/08
Entreprises	267 591	333 030	364 064	24,5%	9,3%
Ménages	265 599	295 374	317 175	11,2%	7,4%
Collectivités locales	36 536	38 913	35 134	6,5%	-9,7%
Autres agents de CCB non ventilés	9 438	10 082	9 985	6,8%	-1,0%
Total encours sain	579 165	677 399	726 359	17,0%	7,2%
Créances douteuses brutes	15 384	14 679	15 051	-4,6%	2,5%
Total encours brut	594 548	692 078	741 410	16,4%	7,1%

Compensation

La valeur des échanges en cumul continue de progresser sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	déc.-09	1 792 242	7,9%	-1,6%
	cumulée	déc.-09	19 934 385	-	1,0%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	déc.-09	198,0	11,0%	-11,1%
	cumulée	déc.-09	2 020,4	-	2,3%



Incidents de paiements

Baisse des incidents de paiement sur chèque cumulés

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	déc.-09	1 642	1,7%	15,0%
	cumulés	déc.-09	20 190	-	-1,4%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	déc.-09	152	-1,9%	14,6%
	cumulés	déc.-09	1 842	-	26,9%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Poursuite de la stabilisation du nombre d'interdits bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-09	5 926	-0,8%	0,3%
	dont personnes physiques	déc.-09	5 288	-0,8%	-0,2%
	dont personnes morales	déc.-09	638	-1,4%	4,6%

Cotation

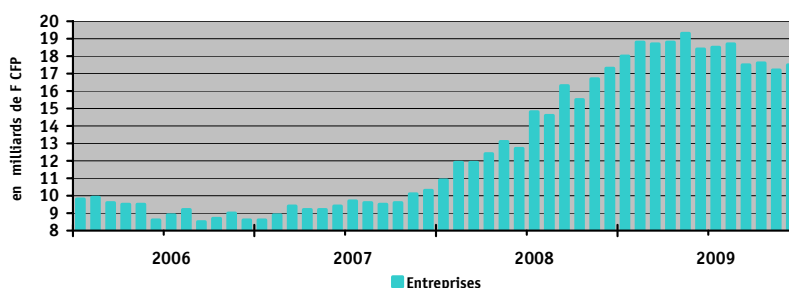
Hausse du nombre d'entreprises éligibles

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	déc.-09	7 492	-1,6%	0,0%
		déc.-09	3 008	1,1%	3,9%

Refinancement des entreprises

Ralentissement du réescompte

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-09	17,5	2,0%	1,4%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var	
Indice des prix à la consommation	déc	132,1	132,3	0,2	
Entreprises					
nb d'entreprises	déc	45 876	49 733	8,4%	
	dont nb d'entreprises individuelles				
	déc	39 982	43 681	9,3%	
créations d'entreprises	sept	3 295	3 519	6,8%	
cessations d'entreprises (p)	sept	1 635	1 503	-8,1%	
liquidations judiciaires (nb)	sept	64	68	6,3%	
redressements judiciaires (nb)	sept	72	61	-15,3%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	610	638	4,6%	
ventes de ciment local (tonnes)	déc	137 108	136 945	-0,1%	
importation ciment (tonnes)	déc	2 415	1 716	-28,9%	
total ciment (tonnes)	déc	139 523	138 661	-0,6%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	35 701	27 504	-23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	12 062	9 015	-25,3%	
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	3 563	3 598	1,0%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	80 709	83 417	3,4%	
dont secteur privé	juin	57 155	59 403	3,9%	
dont secteur public	juin	23 553	24 014	2,0%	
demandes d'emploi de fin de mois	nov	5 727	6 330	10,5%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	nov	6 689	7 069	5,7%	
chômeurs indemnisés	oct	1 368	1 664	21,6%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	736,1	743,4	1,0%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 299	5 288	-0,2%	
décision retrait cartes bancaires	déc	1 452	1 842	26,9%	
incidents paiements sur chèques	déc	20 468	20 190	-1,4%	
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 814	6 545	-3,9%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	15 659	15 019	-4,1%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 748	26 893	0,5%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	15 099	14 687	-2,7%	
Echanges					
nombre de touristes	nov	92 966	90 198	-3,0%	
nombre de croisiéristes	nov	142 187	146 194	2,8%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	oct	61,4%	58,2%	-3,2pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	9,57	6,64	-30,6%	
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	4,39	7,74	76,2%	
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	2 283	2 671	17,0%	
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	oct	14 041	9 688	-31,0%	
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	42 387	42 819	1,0%	
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	73 290	48 975	-33,2%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	1 221	1 079	-11,6%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 493	1 317	-11,8%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	88 824	59 981	-32,5%	
part de ces produits dans le total des exportations	oct	95%	91%	-3,97pt	
total des importations (M FCFP)	oct	218 869	181 350	-17,1%	
total des exportations (M FCFP)	oct	93 048	65 557	-29,5%	
taux de couverture	oct	42,51%	36,15%	-6,4pts	
recettes douanières (M FCFP)	nov	38 252	37 098	-3,0%	
indicateurs financiers (M de FCFP)					
	Dépôts à vue	nov	171 570	185 078	7,9%
	M1	nov	184 182	198 540	7,8%
	M2	nov	256 084	286 046	11,7%
	Dépôts à termes	nov	144 800	141 188	-2,5%
	M3	nov	401 441	427 559	6,5%
	P1	nov	4 303	4 104	-4,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	6,88%	4,94%	-1,94 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	5,86%	4,65%	-1,21 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,43%	5,28%	-0,15 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	14,83%	17,11%	2,28 pts	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	692 078	741 410	7,1%	
	Ménages	sept	295 374	317 175	7,4%
	dont crédits à la consommation	sept	62 637	65 236	4,1%
	dont crédits à l'habitat	sept	231 416	250 726	8,3%
	Entreprises	sept	333 030	364 064	9,3%
	dont crédits d'exploitation	sept	88 218	76 084	-13,8%
	dont crédits d'investissement	sept	174 952	201 075	14,9%
	dont crédits à la construction	sept	62 736	79 611	26,9%
	Collectivités locales	sept	38 913	35 134	-9,7%
	dont d'investissement	sept	33 243	31 421	-5,5%
	Autres agents de CCB non ventilés	sept	10 082	9 985	-1,0%
	créances douteuses brutes	sept	14 679	15 051	2,5%
	taux de créances douteuses brutes	sept	2,1%	2,0%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	488 076	527 346	8,0%	
	Ménages	sept	282 903	297 044	5,0%
	Sociétés	sept	147 006	158 489	7,8%
	Autres agents	sept	58 167	71 745	23,3%
	dont assurances-vie	sept	71 362	81 161	13,7%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

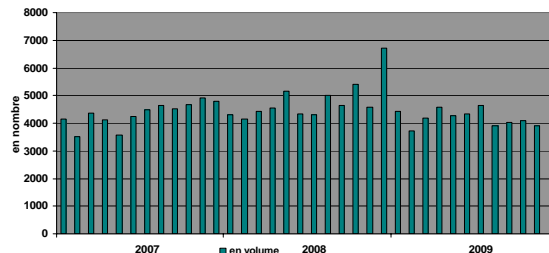
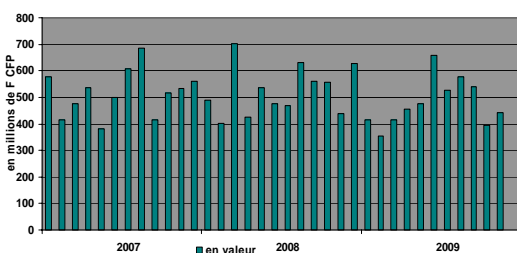
en millions de F CFP	nov-07	nov-08	nov-09	var. annuelle n-1	var. annuelle n
Circulation fiduciaire	1 758	1 905	1 929	8,36%	1,26%
Dépôts à vue	2 571	2 899	3 479	12,76%	20,01%
Total M1	4 329	4 804	5 328	10,97%	10,91%
M2-M1	405	412	647	1,73%	57,04%
Total M3	5 672	6 301	6 627	11,09%	5,17%

Concours à caractère bancaire

en millions de F CFP	sept-07	sept-08	sept-09	var. annuelle n-1	var. annuelle n
Crédits de trésorerie	907	1 000	996	10,3%	-0,4%
Crédits à l'équipement	987	1 122	970	13,7%	-13,5%
Crédits à l'habitat	759	656	507	-13,6%	-22,7%
Autres crédits	386	401	379	3,9%	-5,5%
Sous total	3 039	3 179	2 852	4,6%	-10,3%
Créances douteuses brutes	1 008	982	1 097	-2,6%	11,7%
Total	4 047	4 161	3 949	2,8%	-5,1%

Compensation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	nov-09	3 897	-4,5%	-15,2%
	cumulée	nov-09	46 036	9,2%	-9,6%
Compensation (en millions de CFP)	mensuelle	nov-09	443,7	12,6%	0,9%
	cumulée	nov-09	5 258,2	9,2%	-7,5%



Incidents bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements par chèque	mensuelle	déc-09	77	37,5%	-36,9%
	cumulée	déc-09	1 110	7,5%	15,5%
Retraits de cartes bancaires	mensuelle	déc-09	-	-100,0%	100,0%
	cumulée	déc-09	15	0,0%	25,0%

Interdits bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc-09	440	-0,7%	2,6%
	dont personnes physiques	déc-09	429	-0,7%	3,1%
	dont personnes morales	déc-09	11	-	-15,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	déc-09	49	2,1%	11,4%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc-09	17	6,3%	13,3%

Cotation des entreprises de l'IEOM

La cotation IEOM est une appréciation de la santé financière d'une entreprise. Elle permet d'évaluer le risque porté par l'entreprise à un horizon de trois ans. La cotation est constituée de 4 caractères :

- la cote de refinancement détermine l'accès aux dispositifs de refinancement de l'IEOM
- la cote d'activité indique le niveau de chiffre d'affaire de l'entreprise
- la cote de crédit permet d'apprécier la situation financière de l'entreprise
- la cote de paiement indique d'éventuelles difficultés de paiement rencontrées par l'entreprise.

Sur l'année 2009, 36 cotations d'entreprises ont été actualisées par l'IEOM, avec 19 bilans transmis au Service Entreprises de l'IEOM. Le nombre de cotes valides a progressé de 11,3 % en 1 an. Le nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM s'établit en fin d'année à 17, sur une base de 52 entreprises cotées. Par ailleurs, 9 entretiens ont eu lieu avec les dirigeants d'entreprise durant l'année écoulée au titre de la cotation.

Pour faire coter votre entreprise, merci de contacter le Service Entreprises de l'IEOM au 72.25.05

3 - Actualité régionale

Accord de Partenariat Economique

L'Union Européenne (UE) vient de signer un accord de partenariat économique (APE) avec d'une part Fidji et d'autre part la Papouasie Nouvelle-Guinée. Cet accord intérimaire vient proroger l'accord de Cotonou passé entre l'UE et les pays ACP en 2000. Il garantit aux produits fidjiens et papous, principalement le sucre et le thon, des conditions d'accès particulières au marché européen. En contrepartie, Fidji et la Papouasie Nouvelle-Guinée doivent supprimer les droits de douanes sur respectivement 87 % et 88 % des produits venus d'Europe. (Source : Newspad-pacific)

Prochain sommet du Forum des Iles du Pacifique

Le 1er ministre du Vanuatu, M.MOLISA, a annoncé lors de la présentation de la loi de finance 2010 que 3 millions de dollars US seront consacrés à l'organisation du prochain sommet du Forum des Iles du Pacifique (FIP) qui aura lieu au Vanuatu cet été. Le FIP, organisation régionale d'Océanie, regroupe 16 états membres. (Source : Newspad-pacific)

Nomination

Le gouverneur adjoint de la Banque centrale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Loi BAKINI, devrait prochainement prendre la tête de cette institution et succéder ainsi à Sir Leonard Wilson KAMIT, Gouverneur depuis 10 ans. (Source : Newspad-pacific)

Coût financier du cyclone Mick

Les dégâts provoqués par le cyclone Mick qui s'est abattu les 14 et 15 décembre 2009 sur les îles Fidji représenteraient un coût total de 25 millions de dollars fidjiens (8,8 millions d'euros), d'après le chiffre provisoire annoncé par le centre national de gestion des catastrophes naturelles. Ce montant resterait largement inférieur à celui subit par les inondations du début d'année (70 millions d'euros). (Source : Newspad-pacific)

4 – Brèves locales

Départ en retraite

L'agence IEOM de Wallis-et-Futuna souhaite remercier Madame Amelia PRESSENSE, qui après plus de 33 ans de carrière au sein des Instituts à Mata'Utua, a décidé de faire valider ses droits à la retraite à compter du 01 janvier 2010. Depuis l'ouverture de l'agence de Mata'Utua en janvier 1999, elle a occupé avec efficacité le poste de « caissier ». Elle se verra remettre la médaille d'honneur d'or du Travail.

Session budgétaire de l'Assemblée territoriale

Le 09 décembre 2009 s'est tenue la séance d'ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée territoriale pour l'année 2010. A cette occasion les conseillers ont élu le bureau; Victor BRIAL a été reconduit pour présider l'Assemblée assisté de Pesamino TAPUTAI au titre de vice-président. Les élus ont également revu l'utilisation des crédits du 10ème FED. Ainsi, le seul secteur de concentration retenu, conformément à la demande de l'UE, est le désenclavement économique de l'archipel par l'amélioration de la desserte maritime et aérienne entre Wallis-et-Futuna et vis-à-vis de l'extérieur. De même, la stratégie de développement durable du Territoire approuvée en 2002, devra être actualisée afin de respecter les conditions mises à l'appui budgétaire de l'UE dans le cadre du 10ème FED. Enfin, le Territoire a émis le souhait que l'aide financière du 10ème FED soit fournie sous forme d'aide-projet au lieu d'un soutien budgétaire.

Budget primitif 2010

Le budget voté lors de la session budgétaire du 09 décembre 2009 s'élève à 2,7 milliards de F CFP, en diminution de 10 % par rapport à 2009. La section de fonctionnement, qui accapare 99 % du budget global, perd 8 % par rapport à l'année dernière. La section d'investissement est pour sa part divisée par 4, à 25 millions de FCFP.

Projet GSM

L'Assemblée Territoriale a adopté le 10 décembre 2009 la délibération n°87/AT/2009 relative à la mise en place future du GSM à Wallis-et-Futuna. Une option claire a été prise, suite à l'étude du Consultant ICEA financée par l'AFD, dans le montage institutionnel, par le Territoire en faveur d'un partenariat entre le SPT et un opérateur extérieur. Cette délibération a été rendue exécutoire par arrêté préfectoral n°2009-475 du 28 décembre 2009.

Les indicateurs de référence

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. mensuelle	Gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3e T 2009	101,03	-	-0,5%
SMIG mensuel (janvier 2008 et septembre 2008) en XPF			mars-09	79 812	-	+4,5%
Nombre d'emplois salariés*			mai-09	1 483	-	-36,3%
Echanges extérieurs en millions de XPF						
Importations	mensuelles	déc-09	354,4	-11,8%	-47,7%	
	cumulées	déc-09	4 696,0	-	-22,0%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mensuels	déc-09	71,0	-35,2%	-53,6%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	cumulés	déc-09	861,4	-	-30,9%	
Taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	cumulées	déc-09	401,3	-	8,9%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	Var. mensuelle	Gliss. annuel	
Energie						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		1er T 2009	5 322	-	+0,2 %	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	nov-09	627	-12,4%	-2,5%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	nov-09	184	-2,0%	3,3%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-09	3 074	19,4%	7,3%	
	cumulé	déc-09	27 660	-	2,9%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-09	1 349	9,6%	9,8%	
	cumulé	déc-09	13 316	-	3,5%	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	déc-09	2	-50,0%	-50,0%	
	cumulées	déc-09	31	-	-20,5%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		3e T 2009	41	-	-38,8%	

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var.
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	sept	101,51	101,03	-0,5%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	749	697	-6,9%
créations	sept	186	30	-83,9%
fermetures	sept	31	62	100,0%
personnes morales en interdiction bancaires (nb)	déc	13	11	-15,4%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	déc	2 026	1 827	-9,8%
importations de biens d'équipement (M XPF)	déc	863	670	-22,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	déc	-	79,7	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	118	76	-35,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)*	mai	2 258	1 483	-34,3%
dont secteur privé*	mai	927	649	-30,0%
dont secteur public*	mai	1 331	834	-37,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} sept	472,3	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	416	429	3,1%
décision retrait cartes bancaires	déc	12	15	25,0%
incidents paiements sur chèques	déc	961	1 110	15,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	140	76	-45,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	déc	-	197,2	
importations de produits alimentaires (M XPF)	déc	1 499	1 413	-5,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	déc	837,4	682,5	-18,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
Importations	déc	6 014,6	4 696,0	-21,9%
exportations	déc	-	-	-
recettes douanières	déc	1 708	1 273	-25,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	déc	1 246,7	861,4	-30,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	déc	449,6	401,3	-10,7%
Indicateurs financiers**				
Dépôts à vue	nov	2 899	2 867	-1,1%
M1	nov	4 804	4 796	-0,2%
M2	nov	5 216	5 408	3,7%
Dépôts à termes	nov	1 085	698	-35,7%
M3	nov	6 301	6 106	-3,1%
P1	nov	0	0	-
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 682	1 510	-10,2%
dont crédits à la consommation	sept	1 019	999	-2,0%
dont crédits à l'habitat	sept	656	507	-22,7%
Entreprises	sept	943	853	-9,5%
dont crédits d'exploitation	sept	194	227	17,0%
dont crédits d'investissement	sept	719	607	-15,6%
dont crédits à la construction	sept	0	0	-
Collectivités locales	sept	403	363	-9,9%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	151	124	-17,9%
créances douteuses brutes	sept	982	1 097	11,7%
taux de créances douteuses	sept	23,6%	27,8%	17,8%
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 983	2 725	-8,6%
Sociétés	sept	1 722	2 301	33,6%
Autres agents	sept	5 032	4 075	-19,0%
dont assurances-vie	sept	726	795	9,5%

*chiffres provisoires

**chiffres révisés

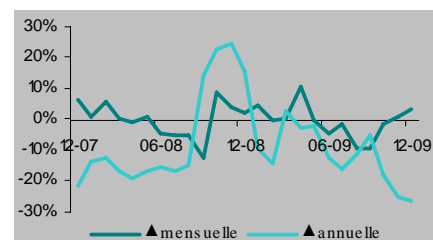
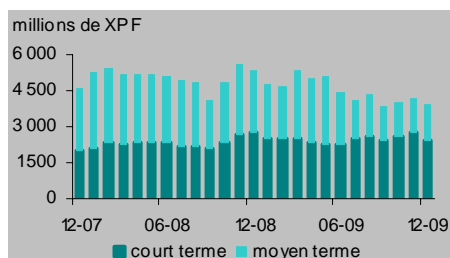
Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse sensible du refinancement à court terme sur un an.

en millions de F CFP	déc-08	nov-09	déc-09	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 744	1 426	1 523	6,9%	-44,5%
Utilisations à moyen terme	2 559	2 748	2 376	-13,6%	-7,2%
Refinancement total	5 303	4 174	3 899	-6,6%	-26,5%



Cotation

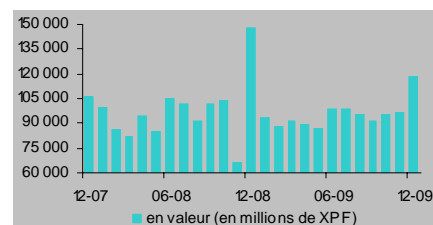
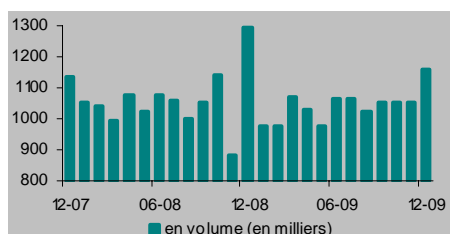
Légère hausse du nombre d'entreprises éligibles au refinancement sur l'année.

en nombre	déc-08	nov-09	déc-09
Entreprises cotées :	4 472	4 892	4 960
dont éligibles au refinancement	1 454	1 419	1 464
en %	32,5%	29,0%	29,5%

Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur sur l'année.

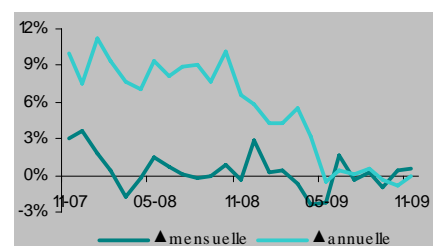
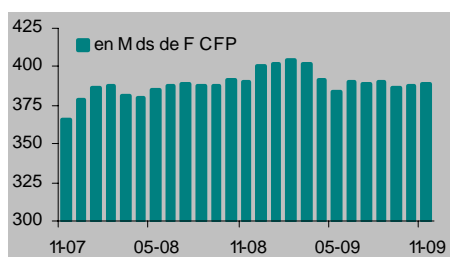
	nov-09	déc-09	▲/mois	cumul 09	▲ cumul/an
Nombre	1 055 283	1 160 323	10,0%	12 494 742	-1,6%
Montant (millions de F CFP)	96 127	118 826	23,6%	1 144 805	-1,8%



Masse monétaire

Augmentation de M3 sur le mois soutenue par les dépôts à vue.

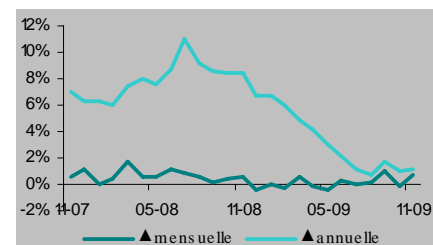
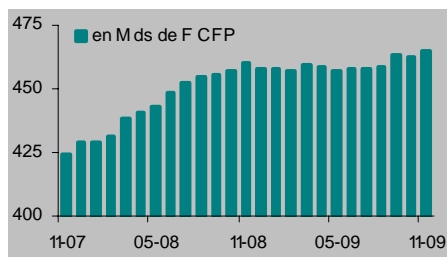
en millions de F CFP	nov-08	oct-09	nov-09	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 865	14 206	14 034	-1,2%	9,1%
Dépôts à vue	136 073	150 696	155 677	3,3%	14,4%
Comptes sur livrets	58 814	107 798	108 100	0,3%	83,8%
Comptes d'épargne logement	197	214	214	-0,1%	8,6%
Dépôts à terme	169 536	104 423	102 231	-2,1%	-39,7%
Autres	12 266	10 298	9 298	-9,7%	-24,2%
Total M3	389 751	387 636	389 554	0,5%	-0,1%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie en novembre.

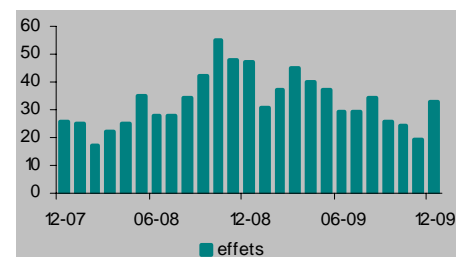
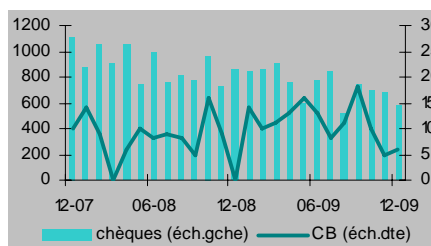
en millions de F CFP	nov-08	oct-09	nov-09	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	138 979	131 815	133 008	0,9%	-4,3%
Crédits d'équipement	62 503	65 959	65 895	-0,1%	5,4%
Crédits à l'habitat	147 174	154 722	155 011	0,2%	5,3%
Autres crédits	82 892	71 596	73 517	2,7%	-11,3%
Créances dout. brutes	28 222	38 028	37 719	-0,8%	33,7%
Total CCB	459 770	462 120	465 150	0,7%	1,2%



Incidents de paiement

Baisse du nombre d'incidents de paiement sur chèques et sur effets en 2009.

en nombre	nov-09	déc-09	cumul 2009	▲/mois	▲cumul/an
Incidents de paiements :	709	620	9 285	-12,6%	-15,6%
- sur chèques	685	581	8 766	-15,2%	-16,5%
- sur effets	19	33	384	73,7%	-5,4%
- retraits de cartes bancaires	5	6	135	20,0%	43,6%



Interdits bancaires

Baisse du nombre d'interdits bancaires en un an.

en nombre	déc-08	nov-09	déc-09	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	4 045	3 885	3 823	-1,6%	-5,5%
- dont personnes physiques	3 609	3 450	3 389	-1,8%	-6,1%
- dont personnes morales	436	435	434	-0,2%	-0,5%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Vote du budget 2010

D'un montant global de 167,3 milliards de FCFP (127,7 milliards pour la section fonctionnement et 39,6 milliards pour la section investissement), le Budget primitif 2010 de la Polynésie française a été adopté le 24 décembre 2009.

Le budget 2010 prévoit un gel des taxes fiscales, le nouveau gouvernement ayant écarté l'éventualité de toute création de nouvelles taxes et d'une augmentation des taxes existantes. En vue d'équilibrer le budget, un recours à l'emprunt à hauteur de 19,7 milliards de F CFP a été retenu.

Le budget 2010 prévoit également la baisse des dépenses de fonctionnement de l'ordre de 8%, grâce aux économies réalisées sur les transferts à destination des établissements publics satellites, le gel des salaires et la suppression de postes de fonctionnaires territoriaux. Les dépenses d'investissement ont été également revues à la baisse par rapport au budget présenté par l'ancien gouvernement. Elles devraient principalement concerner le financement d'opérations prévues au Contrat de projets 2008-2013, notamment les programmes de construction et de réhabilitation des logements sociaux et ceux relatifs à l'assainissement des eaux usées et l'adduction en eau potable des communes.

Plan de relance

Conventions d'emprunts contractées par le Pays à hauteur de 1,3 milliard de F CFP.

Le Conseil des Ministres a adopté deux arrêtés habilitant le Président du Pays à conclure deux conventions d'emprunt, pour un montant total de 1,253 milliard de F CFP, contracté sur 15 ans. Ces fonds sont destinés à assurer le financement nécessaire à la finalisation des opérations d'investissement inscrites au budget 2009 mais également à abonder le plan de relance de l'économie polynésienne.

Agréments fiscaux en faveur de cinq projets

La première convention a été conclue avec le groupe Dexia – Crédit Local, pour un montant de 739,9 millions de F CFP, et la seconde avec le groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne (BPCE), pour un montant de 513,1 millions de F CFP.

Signature du cinquième avenant à la DGDE.

Le 28 décembre, le Conseil des Ministres a autorisé une série d'agréments fiscaux en faveur de cinq projets (construction d'une usine de production et d'un bâtiment mixte, deux rénovations d'hôtels et acquisition de quatre voiliers catamarans) représentant un investissement total de 4,2 milliards de F CFP.

Le Haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française ont signé le cinquième avenant à la convention de la dotation globale de développement économique (DGDE) reconduisant pour 2010 les avenants 3 et 4 signés en 2008. Ces derniers permettent à la Polynésie française d'affecter une fraction de la DGDE aux dépenses de fonctionnement relatives à la promotion touristique (à hauteur de 1 milliard de F CFP) et à des actions de sauvegarde et de création d'emploi (2 milliards).

Nouvelles technologies

Lancement de la 3G+ à Tahiti

Après une phase de tests qui a débuté en février 2009, l'opérateur de téléphonie mobile Tikiphone a inauguré le 15 décembre son nouveau réseau 3G+ qui devient, par la même occasion, le premier réseau haut débit mobile des archipels du Pacifique Sud, avec une rapidité 80 fois supérieure au réseau GSM.

Désormais, les abonnés qui souscriront aux nouveaux forfaits de cet opérateur pourront se connecter instantanément à Internet via le réseau de téléphonie mobile sur la zone urbaine de Tahiti (de Punaauia à Mahina). La mise en place du câble Honotua devrait permettre d'étendre le réseau à l'ensemble des îles de l'archipel de la Société d'ici fin 2010.

Pêche

Sixième Conférence plénière de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central

La 6^e conférence de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central s'est tenue du 7 au 11 décembre dernier et a réuni plus de 400 participants issus de 32 délégations. Cette commission est chargée de la gestion et de la conservation à long terme de la plus grande pêcherie mondiale de thons, avec 2,4 millions de tonnes enregistrées en 2008. L'enjeu principal de cette 6^e session a été de proposer des moyens de lutte contre la surpêche du thon et la pêche illégale dans le Pacifique.

La précédente conférence avait abouti à l'adoption d'une mesure de conservation sur le thon obèse et le thon jaune, applicable depuis le 1^{er} janvier 2010, prévoyant de réduire de 30 % les captures d'ici la fin 2011.

Economie

Moratoire bancaire en faveur des professionnels de la mer.

Le Président de la Polynésie française a signé une convention avec les établissements de crédit mettant en place un moratoire bancaire d'un an en faveur des professionnels de la mer. Cette mesure a été instaurée afin de venir en aide aux perliculteurs, pêcheurs et aquaculteurs polynésiens. Le moratoire bancaire a pour objectif de geler l'ensemble des dettes professionnelles de ces différents secteurs directement touchés par la crise économique.

Au total, ce sont 250 millions de F CFP que le Pays va consacrer à cette mesure. Ainsi, le Pays et les banques prendront en charge deux tiers des intérêts différés tandis que le bénéficiaire n'aura plus qu'un tiers à payer dans le cadre de ce moratoire.

Par ailleurs, la Maison de la Perle devrait ouvrir ses portes en janvier 2010. Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), cette nouvelle structure interviendra à tous les stades du cycle économique de l'activité, depuis la distribution des nucléi jusqu'à la commercialisation et la promotion de la perle. L'élément novateur de ce dispositif est le contrôle de la qualité des perles produites ainsi que leur classification suivant des normes précises.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

Croissance du PIB australien au troisième trimestre 2009.

Le Produit intérieur brut (PIB) de l'Australie a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année, par rapport au trimestre précédent.

La croissance du PIB a été soutenue par l'investissement public (+ 6,2 %) et la consommation des ménages (+ 0,7 %). Le secteur immobilier (+ 9,9 %) ainsi que celui de la construction (+ 2,2 %) ont grandement bénéficié de la hausse du pouvoir d'achat des ménages. A l'inverse, l'investissement privé a reculé de 0,9 %.

Nouvelle-Zélande

Reprise de la croissance économique en septembre 2009.

La Nouvelle-Zélande a affiché des signes de reprise de son activité économique en septembre 2009, connaissant un second trimestre consécutif de hausse de son PIB, à 0,2 %. L'activité dans le secteur primaire a progressé de 3,9 %, principalement tirée par l'activité forestière (+ 9,2 %). La production de biens (- 2,5 %) s'est contractée au troisième trimestre de l'année, au même titre que la construction (- 4,4 %).

L'activité dans le secteur des services a stagné au cours du trimestre. Si les secteurs des communications (+ 1 %) et des services aux entreprises (+ 1,2 %) ont enregistré une croissance de leur activité, la tendance a été moins favorable dans le commerce de gros (- 1,6 %).

L'augmentation du PIB a été soutenue par la consommation des ménages néo-zélandais (+ 0,8 %) mais a souffert de la contraction de l'investissement privé (- 1,8 %).

Les exportations de biens se sont repliées de 0,2 % en volume au troisième trimestre 2009, en raison de la baisse des ventes de viandes et de produits agricoles. Pour leur part, les importations de biens se sont contractées de 1 % durant la même période, les baisses les plus importantes étant observées pour les biens intermédiaires ainsi que pour les biens d'équipement.

Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - novembre 2009 (base 100 décembre 2007)	101,8	-0,1%	-1,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - octobre 2009 (base 100 janvier 2000)	121,6	-0,5%	-6,9%
Index BTP 01 - novembre 2009 (base 100 août 2001)	1,231	0,2%	3,2%
Indice TPP - octobre 2009 (base 100 août 2001)	1,186	0,1%	-0,8%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	nov-09	Cumul 2009	Δ cum/an. préc.
Importations dont :	11 818	134 270	-15,2%
- produits agroalimentaires	2 709	29 470	-1,0%
- biens d'équipement	2 002	25 409	2,8%
Exportations dont :	4 136	11 200	-3,6%
- perles brutes	2 843	6 680	-6,6%
- poissons	60	473	85,6%

(source: ISPF)

TOURISME

	août-09	sept-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	15 808	14 888	118 625	-21,1%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	56,8%	56,6%		
	oct-09	nov-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	45 586	42 759	483 482	-15,5%

(sources: ISPF, SEAC)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2009	30/11/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
EONIA	0,4100%	0,4260%	- 0,016 pt	2,3520%	- 1,942 pt
EURIBOR 1 mois	0,4530%	0,4720%	- 0,019 pt	2,6030%	- 2,150 pt
EURIBOR 3 mois	0,7000%	0,7190%	- 0,019 pt	2,8920%	- 2,192 pt
EURIBOR 6 mois	0,9940%	0,9950%	- 0,001 pt	2,9710%	- 1,977 pt
EURIBOR 12 mois	1,2480%	1,2340%	+ 0,014 pt	3,0490%	- 1,801 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2009	3,79%	11/02/2009
année 2008	3,99%	23/02/2008

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2009	30/11/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
TEMPE	0,3476%	0,3585%	- 0,011 pt	2,4511%	- 2,104 pt
EURIBOR 1 mois	0,4790%	0,4360%	+ 0,043 pt	2,9590%	- 2,480 pt
EURIBOR 3 mois	0,7120%	0,7160%	- 0,004 pt	3,2570%	- 2,545 pt
EURIBOR 6 mois	0,9950%	0,9930%	+ 0,002 pt	3,3300%	- 2,335 pt
EURIBOR 12 mois	1,2420%	1,2300%	+ 0,012 pt	3,4180%	- 2,176 pt
TMO	3,7400%	3,8100%	- 0,070 pt	3,7300%	+ 0,010 pt
TME	3,5400%	3,6100%	- 0,070 pt	3,5300%	+ 0,010 pt
TRBOSP	3,7600%	3,7100%	+ 0,050 pt	3,6400%	+ 0,120 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008
taux JJ	0,145%	0,205%	1,000%	0,430%	0,135%	0,425%	0,465%	0,480%	1,350%
3 mois	0,375%	0,520%	2,900%	0,305%	0,325%	0,950%	0,705%	0,695%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,840%	3,260%	3,020%	nd	1,260%	1,180%	4,010%	3,520%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	82,8348	1 NZD/XPF	60,2594	1 HKD/XPF	10,6824	1 GBP/XPF	134,3675	
100 JPY/XPF	89,6153	1 AUD/XPF	74,5451	1 SGD/XPF	59,0927	100 VUV/XPF	84,6883	1 FJD/XPF	42,9143